

Déclaration fédérale

Non à la loi de finances de Barnier qui prévoit de faire payer aux retraité.es et salarié.es les cadeaux exorbitants faits aux grandes fortunes depuis 7 ans

Le projet de loi de finances et le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour l'année 2025 présentés par Michel Barnier prévoient un effort de 60 milliards dont la plupart va se faire sur le dos des salarié.es et des retraité.es.

En effet, Macron tient à maintenir les cadeaux qu'il a octroyé : 75 milliards d'aides publiques par an pour les entreprises, c'est un tiers du budget de l'État. C'est +50% en 15 ans ! Et le tout sans ciblage, sans condition ni contrepartie, sans évaluation ni contrôle de l'efficacité. C'est cadeau. Les actionnaires du CAC 40 se sont augmentés de 30% ces dernières années.

Malgré l'affichage de la hausse des impôts pour les plus riches et pour les entreprises, la CGT dénonce des mesures cosmétiques qui servent d'écran de fumée pour cacher de nouvelles décisions austéritaires pour la vie des travailleurs et travailleuses et un nouveau coup de rabot pour les services publics :

- 5 milliards d'euros en moins pour les services publics dans les territoires
- 1,9 milliards d'euros amputés sur le budget de la transition écologique (*Ma PrimeRénov perd 1 milliard d'euros, 1 demi-milliard d'euros en moins pour l'aide à l'électrification des véhicules etc...*), le ministère de la défense voit ses crédits augmentés de 3,2 milliards d'euros !
- 4000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale,
- Le gel du point d'indice des fonctionnaires alors que leurs salaires réels ont baissé de plus de 18% depuis 2010

- La perte de 200 € en moyenne sur l'année pour tous les retraités du public et du privé avec le report de l'indexation des pensions

Depuis plusieurs années, l'Etat utilise au travers la loi de finances pour raboter le système de santé en limitant l'accès des malades aux soins, en transférant de plus en plus son financement sur le privé et en s'arrogeant le droit de modifier les mécanismes de financement de la sécurité sociale.

En parallèle, les exonérations de cotisations sociales n'en finissent pas de d'augmenter, 88 milliards d'euros prévus en 2023, + 53 milliards en 10 ans ! Notre Sécurité sociale souffre d'un manque de recettes pas d'un surcroit de dépenses !

Les remboursements et hausses du ticket modérateur n'auront pas d'autres conséquences que de voir les tarifs des complémentaires santé augmenter avec en perspective une hausse des coûts et un moindre accès à la santé et aux soins.

Les plus riches et les entreprises qui dégagent des profits pour leurs actionnaires s'organisent pour ne pas avoir à payer leur part. Et c'est nous, les salarié-es, actifs et retraité-es qui perdons à chaque fois au change.

L'État organise l'étranglement financier de nos services publics et de nos systèmes solidaires de redistribution alors que l'argent existe puisque les records de profits et de dividendes s'enchainent pour les sociétés du CAC 40 et que l'industrie du luxe n'a jamais été aussi prospère.

Non à l'austérité, non au projet de loi de finance du gouvernement Barnier, non au projet de loi de finance de la Sécurité Sociale qui aggrave les remboursements et asphyxie nos hôpitaux.